



# Assemblée générale

Distr. générale  
8 décembre 2020  
Français  
Original : anglais

## Soixante-quinzième session

Point 21 de l'ordre du jour

### **Suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)**

#### **Rapport de la Deuxième Commission**

*Rapporteur* : M. Diamane **Diome** (Sénégal)

#### **I. Introduction**

1. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 18 septembre 2020, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-quinzième session la question intitulée « Suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) » et de la renvoyer à la Deuxième Commission.

2. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 5 octobre 2020, la Commission, tenant compte de la situation créée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des restrictions qu'il est recommandé d'appliquer à titre préventif à la tenue de réunions dans les locaux de l'Organisation des Nations Unies afin de contenir la propagation de la COVID-19, ainsi que des solutions qui s'offrent à elle sur le plan technique et du point de vue de la procédure, et ayant à l'esprit le document de séance de son bureau sur l'organisation de ses travaux pendant la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale<sup>1</sup>, a approuvé ses modalités de travail pour la soixante-quinzième session, telles qu'elles sont décrites dans le document intitulé « Organisation des travaux de la Deuxième Commission »<sup>2</sup>.

3. La Commission a convoqué une séance informelle virtuelle le 15 octobre 2020 afin d'entendre une déclaration liminaire et de tenir une discussion générale sur ce point. Le compte-rendu de la séance informelle virtuelle, ainsi que les déclarations écrites soumises au titre de ce point, figurent à l'annexe du présent document. On se référera aussi au débat général que la Commission a tenu à ses 1<sup>re</sup> à 4<sup>e</sup> séances, les

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.un.org/en/ga/second/75/bureau-paper.pdf](http://www.un.org/en/ga/second/75/bureau-paper.pdf).

<sup>2</sup> Voir [A/C.2/75/L.1](#).



5, 6, 8 et 9 octobre 2020<sup>3</sup>. La Commission s'est prononcée sur la question à sa 6<sup>e</sup> séance, le 24 novembre 2020<sup>4</sup>.

4. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur le suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (A/75/296).

## II. Examen des projets de résolution [A/C.2/75/L.30](#) et [A/C.2/75/L.48](#)

5. À sa 6<sup>e</sup> séance, le 24 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) » ([A/C.2/75/L.48](#)), déposé par sa Vice-Présidente, Maria Danielčáková (Slovaquie), à l'issue de consultations sur le projet de résolution [A/C.2/75/L.30](#).

6. À la même séance, la Secrétaire a donné lecture de l'état des incidences du projet de résolution [A/C.2/75/L.48](#) sur le budget-programme.

7. À la même séance également, la Commission a adopté le projet de résolution [A/C.2/75/L.48](#) (voir par. 10).

8. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration<sup>4</sup>.

9. Le projet de résolution [A/C.2/75/L.48](#) ayant été adopté, les auteurs du projet de résolution [A/C.2/75/L.30](#) ont retiré ce dernier.

---

<sup>3</sup> Voir [A/C.2/75/SR.1](#), [A/C.2/75/SR.2](#), [A/C.2/75/SR.3](#) et [A/C.2/75/SR.4](#).

<sup>4</sup> Voir [A/C.2/75/SR.6](#).

### III. Recommandation de la Deuxième Commission

10. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

**Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions pertinentes sur l'application des décisions prises par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) et sur le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), y compris ses résolutions [32/162](#) du 19 décembre 1977, [56/206](#) du 21 décembre 2001, [65/165](#) du 20 décembre 2010, [66/207](#) du 22 décembre 2011, [67/216](#) du 21 décembre 2012, [68/239](#) du 27 décembre 2013, [69/226](#) du 19 décembre 2014, [70/210](#) du 22 décembre 2015, [71/235](#) du 21 décembre 2016, [72/226](#) du 20 décembre 2017 et [73/239](#) du 20 décembre 2018,

*Réaffirmant* les dispositions de sa résolution [70/1](#) du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmant qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

*Réaffirmant également* les dispositions de sa résolution [69/313](#) du 27 juillet 2015 sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui appuie et complète le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont il fait partie intégrante, qui contribue à replacer dans leur contexte les cibles concernant les moyens de mise en œuvre grâce à l'adoption de politiques et mesures concrètes, et qui réaffirme la volonté politique résolue de faire face aux problèmes de financement et de créer, à tous les niveaux, un environnement propice au développement durable, dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires,

*Accueillant avec satisfaction* l'Accord de Paris<sup>1</sup> et encourageant toutes les parties à l'appliquer dans son intégralité, et engageant les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>2</sup> qui ne l'ont pas encore fait à déposer dès que possible leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, selon qu'il conviendra,

<sup>1</sup> Conclu au titre de la CCNUCC et paru sous la cote [FCCC/CP/2015/10/Add.1](#), décision 1/CP.21.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1771, n° 30822.

*Rappelant* les dispositions de sa résolution 71/256 du 23 décembre 2016, intitulée « Nouveau Programme pour les villes », dans laquelle elle a approuvé le Nouveau Programme pour les villes adopté par la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), tenue à Quito du 17 au 20 octobre 2016, qui figure en annexe de ladite résolution,

*Réaffirmant* les dispositions de sa résolution 71/243 du 21 décembre 2016 sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et les orientations et principes généraux qui y sont énoncés, ainsi que les dispositions de sa résolution 72/279 du 31 mai 2018 sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies,

*Réaffirmant également* la volonté de promouvoir un développement urbain et rural centré sur l'humain, qui protège la planète et prend en compte les questions d'âge et d'égalité des genres, de réaliser tous les droits de la personne et toutes les libertés fondamentales, de manière à favoriser l'harmonie dans la société, à éliminer toutes les formes de discrimination et de violence et à habiliter tous les individus et toutes les communautés en favorisant leur participation pleine et effective, ainsi que de promouvoir la culture et le respect de la diversité et de l'égalité, éléments clefs de l'humanisation de nos villes et de nos établissements humains,

*Réaffirmant en outre* la volonté de promouvoir le recours systématique à des partenariats multipartites dans les mécanismes de développement urbain, selon qu'il conviendra, en mettant en place des politiques claires et transparentes, des procédures et des cadres financiers et administratifs ainsi que des directives de planification pour les partenariats multipartites,

*Réitérant* l'engagement de ne laisser personne de côté, réaffirmant qu'elle considère que la dignité de la personne humaine est fondamentale et souhaite que les objectifs et cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 se concrétisent au profit de toutes les nations, tous les peuples et toutes les composantes de la société, et s'engageant de nouveau à s'efforcer d'aider les plus défavorisés en premier,

*Notant* que le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)<sup>3</sup> peut contribuer à la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes,

*Réaffirmant* le rôle et les compétences d'ONU-Habitat, étant donné la fonction qu'il occupe dans le système des Nations Unies en tant que coordonnateur des questions relatives à l'urbanisation et aux établissements humains durables, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Nouveau Programme pour les villes, en collaboration avec d'autres entités des Nations Unies,

*Réaffirme* que l'application du Nouveau Programme pour les villes contribue à la réalisation et à l'adaptation à l'échelle locale du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de manière intégrée et coordonnée aux niveaux mondial, régional, national, infranational et local, avec la participation de tous les acteurs concernés,

*Constatant de nouveau* qu'au fil des ans la portée et la complexité des responsabilités d'ONU-Habitat ont considérablement changé,

---

<sup>3</sup> Résolution 69/283, annexe II.

*Rappelant* la résolution 26/8 du Conseil d'administration d'ONU-Habitat, en date du 12 mai 2017, intitulée « Promouvoir une mise en œuvre, un suivi et une évaluation effectifs du Nouveau Programme pour les villes »<sup>4</sup>,

*Notant* le rôle des administrations nationales, infranationales et locales, selon le cas, et d'autres parties prenantes dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, tout au long du processus, y compris dans l'élaboration des politiques, la planification, la conception, l'exécution, l'opérationnalisation, l'entretien et le suivi, ainsi que dans le financement et la fourniture des services en temps opportun,

*Sachant* qu'une mise en œuvre effective du Nouveau Programme pour les villes exigera la mise en place de cadres d'action habilitants aux niveaux mondial, régional, national, infranational et local, selon le cas, ainsi que de moyens d'exécution efficaces, y compris en matière de financement, de renforcement des capacités, de mise au point et de transfert de technologies selon des modalités librement consenties et mutuellement convenues et dans le cadre de partenariats réciproquement bénéfiques,

*Réaffirmant* l'importance de la responsabilité, de la transparence, de l'amélioration de la gestion axée sur les résultats et de l'harmonisation accrue des rapports sur les résultats en vue d'accroître le volume et la qualité du financement des activités opérationnelles, tout en convenant qu'il faut veiller à ce que le financement des activités opérationnelles et normatives d'ONU-Habitat, notamment ses ressources de base, soit adapté, tant en volume qu'en qualité, et que ce financement doit devenir plus prévisible, efficace et efficient,

*Consciente* de la nécessité de renforcer la prise en main, la direction et le contrôle des activités d'ONU-Habitat par les États Membres,

*Affirmant* que les travaux d'ONU-Habitat, conformément au Nouveau Programme pour les villes et au Programme de développement durable à l'horizon 2030, devraient rester axés sur le développement durable, l'objectif premier étant l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, conformément au caractère intégré du Programme 2030,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur le suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)<sup>5</sup>,

*Réaffirmant* le rôle que joue le Forum urbain mondial en tant que plateforme de sensibilisation réunissant tous les acteurs qui œuvrent dans le domaine des établissements humains et de l'urbanisation durable et n'ayant pas de vocation législative, et remerciant le Gouvernement des Émirats arabes unis et la ville d'Abou Dhabi d'avoir accueilli la dixième session du Forum du 8 au 13 février 2020, consacrée au thème « Villes d'opportunités : relier culture et innovation »,

*Notant avec une vive préoccupation* que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) fait peser une menace sur la santé, la sécurité et le bien-être, qu'elle entraîne de grands bouleversements pour les sociétés et les économies, qu'elle a des conséquences désastreuses pour la vie et les moyens d'existence des populations et que ce sont les pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus touchés, réaffirmant son ambition, à savoir qu'il faut redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable en adoptant des stratégies de relèvement durables et inclusives qui permettent d'avancer plus rapidement dans la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 et de réduire le risque de chocs futurs, et considérant que la

<sup>4</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément n° 8 (A/72/8)*, annexe.

<sup>5</sup> A/75/296.

pandémie appelle une action mondiale fondée sur l'unité, la solidarité et le renouvellement de la coopération multilatérale,

*Consciente* que la pandémie de COVID-19 a créé de nouvelles demandes visant à ce qu'ONU-Habitat appuie les plans et stratégies d'intervention et de relèvement qui concourent au développement durable, comme l'indiquent la note de synthèse du Secrétaire général sur la COVID-19 en milieu urbain, le Cadre des Nations Unies pour une réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19, dont un volet est consacré à la cohésion sociale et à la résilience des populations, et le plan de riposte d'ONU-Habitat à la COVID-19, et prenant acte de la décision du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination d'approuver la Stratégie à l'échelle du système sur le développement urbain durable<sup>6</sup>, en tant que stratégie applicable à l'ensemble du système des Nations Unies pour ce qui est d'exploiter les possibilités et d'atténuer les problèmes liés à l'urbanisation rapide, tout en saluant le lancement, à Surabaya (Indonésie) en octobre 2020, de la Plateforme du Programme pour les villes qui permet à toutes les parties prenantes, sur la base du volontariat, d'échanger des informations sur l'action menée et les progrès faits pour appliquer le Nouveau Programme pour les villes,

### **Gouvernance du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)**

1. *Accueille avec satisfaction* les travaux du Groupe de travail à composition non limitée créé par le Président du Comité des représentants permanents auprès du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), conformément à sa résolution 72/226, ainsi que le rapport du Groupe de travail<sup>7</sup> et les conclusions et recommandations qui y sont formulées concernant le changement de la structure de gouvernance d'ONU-Habitat ;

2. *Prend note* de la dissolution du Conseil d'administration d'ONU-Habitat en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale et de la décision de le remplacer par l'Assemblée d'ONU-Habitat, conformément aux conclusions et recommandations du Groupe de travail, note que la première session de l'Assemblée d'ONU-Habitat s'est tenue à Nairobi du 27 au 31 mai 2019 et a fait fond sur les travaux préparatoires déjà menés en vue de la vingt-septième session du Conseil d'administration, et note également que ceci a pris effet au début de la première session ;

3. *Note* que, en 2019, après l'élection de ses membres par l'Assemblée d'ONU-Habitat, le Conseil exécutif a tenu sa première session à Nairobi pendant trois jours ;

4. *Note également* que le Comité des représentants permanents auprès d'ONU-Habitat a élaboré un projet de règlement intérieur de l'Assemblée d'ONU-Habitat, que celle-ci a adopté à sa première session dans sa décision 1/1 du 31 mai 2019<sup>8</sup> ;

### **Assurer un financement suffisant et améliorer l'information pour suivre les tendances en matière de financement**

5. *Décide* que les ressources supplémentaires nécessaires, y compris celles qui serviront à financer les nouveaux mécanismes de gouvernance intergouvernementale d'ONU-Habitat, proviendront des structures existantes et de la

<sup>6</sup> CEB/2019/1/Add.5.

<sup>7</sup> A/73/726.

<sup>8</sup> HSP/HA.1/HLS.2.

rationalisation des opérations, et engage les États Membres à verser des contributions volontaires pour assurer la viabilité et la prévisibilité des ressources financières ;

6. *Invite* les États Membres, les donateurs internationaux et bilatéraux et les institutions financières à soutenir ONU-Habitat en augmentant le montant des contributions financières volontaires, notamment les contributions non préaffectées, qu'ils versent à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, y compris au fonds d'affectation spéciale pour les services urbains de base et aux autres fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, invite les gouvernements et les autres parties prenantes à assurer un financement pluriannuel prévisible et à accroître le montant de leurs contributions non préaffectées pour appuyer l'exécution du mandat d'ONU-Habitat, et prie la Directrice exécutive d'ONU-Habitat de veiller à ce que les rapports sur le financement soient transparents et à ce que les États Membres puissent les consulter facilement, par exemple au moyen d'un registre en ligne où figureraient ces renseignements financiers ;

7. *Invite* tous les États Membres à veiller à ce que les contributions financières qu'ils versent expressément pour les activités opérationnelles d'ONU-Habitat soient entièrement conformes au plan stratégique d'ONU-Habitat et aux priorités des États Membres bénéficiant de ces contributions ;

#### **Mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes pour atteindre les objectifs de développement durable**

8. *Réaffirme* que, en proposant une nouvelle manière de planifier, de concevoir, de financer, de développer, d'administrer et de gérer les villes et les établissements humains, le Nouveau Programme pour les villes<sup>9</sup> aidera à éliminer la pauvreté et la faim sous toutes leurs formes et dans toutes leurs dimensions, à réduire les inégalités, à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable et à réaliser l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, afin de mettre pleinement à profit la contribution vitale des villes au développement durable, d'améliorer la santé et le bien-être des populations, de favoriser la résilience et de protéger l'environnement ;

9. *Salue* le rôle central que les villes et les établissements humains peuvent jouer dans le développement durable, et demande instamment à ONU-Habitat de continuer d'appuyer une participation accrue des administrations publiques à tous les niveaux et des organisations régionales à la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et des objectifs de développement durable qui concernent les villes et d'autres établissements humains, notamment en fournissant une assistance technique visant à renforcer les capacités de tous les niveaux d'administration, en particulier dans les pays en développement, afin de planifier et de mettre en œuvre les programmes et projets d'urbanisation durable et d'établissements humains ;

10. *Est consciente* qu'il importe de mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes aux niveaux national, infranational, local, régional et mondial, en tenant compte de la diversité des réalités, des capacités et des niveaux de développement des États et en respectant la législation, les pratiques, les politiques et les priorités nationales ;

11. *Demande instamment* à ONU-Habitat de continuer d'élaborer des méthodes, des approches et des lignes directrices novatrices pour la collecte de données, l'analyse, le suivi et la mise en œuvre, l'objectif étant d'aider les États Membres, en particulier les pays en développement, à faire face aux nouveaux

<sup>9</sup> Résolution 71/256.

problèmes et aux nouvelles perspectives dans le domaine de l'urbanisme, lorsque cela est nécessaire ;

12. *Constate* qu'il faut faire en sorte qu'ONU-Habitat ait les moyens de produire, de gérer et de diffuser ses connaissances factuelles relatives à l'urbanisation, au vu de ses travaux normatifs et opérationnels, en s'appuyant sur les instruments internationaux, les évaluations et les réseaux d'information existants, en vue de sensibiliser le public à des questions cruciales ou émergentes dans ce domaine ;

13. *Prie instamment* ONU-Habitat d'équilibrer ses activités normatives et opérationnelles et de faire en sorte que ses activités normatives guident ses activités opérationnelles et en fassent pleinement partie et que son expérience opérationnelle sur le terrain soit prise en compte dans les activités normatives ;

14. *Encourage* ONU-Habitat à continuer de travailler dans les régions en étroite collaboration avec d'autres entités du système des Nations Unies, notamment les commissions régionales, qui sont des partenaires clés lorsqu'il s'agit de dialoguer avec les États Membres, aux fins de la mise en œuvre effective du Nouveau Programme pour les villes et des volets du Programme de développement durable à l'horizon 2030<sup>10</sup> relatifs aux villes et aux établissements humains ;

15. *Réaffirme* l'engagement, qui est au cœur même du Programme 2030, de ne laisser personne de côté et de s'attacher à prendre des mesures plus concrètes pour aider les personnes en situation de vulnérabilité et les pays les plus vulnérables, et en premier lieu les plus défavorisés ;

16. *Encourage* ONU-Habitat à poursuivre sa collaboration avec les banques internationales de développement et le secteur privé, en vue d'assurer la cohérence de l'appui aux politiques, de veiller à ce que les investissements à grande échelle réalisés dans le secteur urbain soient conformes aux principes du Nouveau Programme pour les villes et de favoriser l'augmentation des investissements dans l'urbanisation durable, en s'appuyant notamment, mais pas exclusivement, sur le mécanisme multipartite au service du développement urbain durable, le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'adaptation et les Fonds d'investissement pour le climat ;

17. *Demande* à ONU-Habitat de continuer de fournir des orientations normatives et un appui opérationnel aux villes et aux établissements humains pendant la période de relèvement de la COVID-19 afin de favoriser le développement de villes ouvertes à tous, sûres, résilientes et durables et de renforcer la dimension urbaine de la riposte à la pandémie pour réaliser le développement durable a) en facilitant l'application de la Stratégie à l'échelle du système des Nations Unies sur le développement urbain durable en étroite coopération avec le système des coordonnateurs résidents, b) en appuyant les efforts faits par la Commission de statistique pour établir une définition fonctionnelle des zones urbaines et mettre au point une méthodologie commune pour l'agrégation de données statistiques urbaines infranationales, et c) en redoublant d'efforts pour garantir un financement prévisible, stable et non préaffecté pour les activités normatives et opérationnelles d'ONU-Habitat, tout en notant les travaux menés par le Conseil exécutif d'ONU-Habitat à cet égard et le fait que celui-ci a approuvé le projet de stratégie de mobilisation des ressources présentée dans le rapport de la Directrice exécutive d'ONU-Habitat<sup>11</sup>, prie son président d'organiser, dans la limite des services de conférence prévus pour l'Assemblée générale et en collaboration avec ONU-Habitat, une réunion de haut

<sup>10</sup> Résolution 70/1.

<sup>11</sup> HSP/EB.2020/12/Rev.1.



niveau d'une journée durant sa soixante-seizième session, à New York en 2022, afin d'évaluer les progrès faits dans l'application du Nouveau Programme pour les villes adopté à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), en tenant compte du rapport quadriennal sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes que le Secrétaire général doit présenter en 2022, appelle au versement de contributions volontaires en vue des préparatifs de la réunion et encourage les forums régionaux pour le développement durable à prendre en compte cette question dans les délibérations qu'ils tiendront en prélude à la réunion ;

#### **Examen et mise en œuvre**

18. *Prie* le Secrétaire général de créer un fonds d'affectation spéciale pour aider les pays en développement à assister aux sessions de l'Assemblée et du Conseil exécutif d'ONU-Habitat, et invite les États Membres, les institutions financières internationales, les organismes donateurs, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que les personnes physiques et morales à y verser des contributions financières volontaires ;

19. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-septième session, un rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution qui s'intitulera « Suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) » ;

20. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-dix-septième session, en vue de son examen, la question intitulée « Suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) ».

## Annexe

### Discussion générale

1. Conformément aux modalités d'organisation de ses travaux (A/C.2/75/L.1), la Deuxième Commission a tenu une discussion générale sur le point 21 de l'ordre du jour, lors d'une séance virtuelle informelle le 15 octobre 2020, au cours de laquelle elle a entendu une déclaration liminaire du Directeur du Bureau de New York du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).
2. Au cours de la séance virtuelle informelle, des déclarations ont été faites par les représentants de l'Inde, de la Chine, de la Fédération de Russie, de l'Algérie, du Kenya, du Guyana (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), d'El Salvador, du Nigéria, de l'Indonésie et de l'Équateur.
3. Les déclarations, écrites notamment, faites au titre de ce point et qui ont été communiquées au Secrétariat sont disponibles sur le portail e-deleGATE et dans la section « eStatements » du *Journal des Nations Unies* en ligne<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir <https://delegate.un.int/dgacm/delegate.nsf/xpPlaceC2.xsp> et <https://journal.un.org/fr/meeting/officials/8e3bd3f9-2efe-ea11-9116-0050569e8b67/2020-10-15>.